

# LA DYNAMIQUE D'UNE FRONTIÈRE AGRICOLE TECHNIFIÉE

## Le cas des Cerrados (Brésil)

Jean-François FRITSCHÉ

IHEAL-CREDAL

Paris

La région des *Cerrados* est l'objet depuis une dizaine d'années d'un phénomène de front pionnier, caractérisé par une agriculture moderne, technifiée et capitalisée, fortement insérée dans les complexes agro-industriels. Ce mouvement trouve ses origines conjointement dans la restructuration de l'agriculture du Sud du Brésil, expulsant une fraction de la paysannerie moyenne, par un mouvement spéculatif découlant de larges subventions en capitaux, et par une demande mondiale en soja. Malgré la crise qui s'installe au Brésil l'occupation de ces espaces nouveaux du Centre-Ouest se poursuit et se structure. La frontière non seulement avance, mais se consolide produisant de nouvelles localisations spatiales des activités, tant de production que de transformation.

### L'ÉTAT ET LA DYNAMIQUE DU DÉVELOPPEMENT DES CERRADOS

Ces fronts pionniers des *Cerrados* sont caractérisés par le recours à une agriculture moderne, technifiée et capitalisée, fortement insérée dans les complexes agro-industriels. Contrairement à de nombreux fronts pionniers, celui des *Cerrados* est le fait de paysans moyens, originaires du sud du Brésil, habitués à une agriculture intensive et à l'usage de techniques modernes. Souvent intégrés dans de puissantes coopératives, et avec un profil plus proche de l'entrepreneur rural que de l'agriculteur traditionnel, ils forment l'embryon d'une "nouvelle classe paysanne". Cette dynamique pionnière a son origine dans l'action volontariste de l'Etat fédéral, et dans l'apparition de nouvelles formes d'accumulation et d'expansion (tant spatiale qu'économique) des segments dominants du capital privé. En rupture avec les formes précédentes de mise en valeur du Centre-Ouest, la phase actuelle, dont le programme

*Prodecer*<sup>1</sup> représente le prototype en même temps que le point d'articulation, vise moins des buts politiques ou géopolitiques que des objectifs économiques. Par la conquête des *Cerrados*, l'Etat brésilien garantit le développement du capital agro-industriel, tout en permettant, sans trop de tensions économiques et sociales, des restructurations dans l'agriculture des régions d'origine des migrants. En ce sens, le front pionnier est "une frontière du point de vue du capital, compris en tant que relation sociale de production"<sup>2</sup> et de reproduction. L'Etat fédéral apparaît ainsi comme l'acteur fondamental dans le processus de développement des *Cerrados*. Il détermine la dynamique de la transformation agraire, par la gestion des taux de change et des exportations, par des politiques de prix, et principalement par une politique de crédit rural. L'Etat délimite les enjeux (combien y-a-t-il à gagner), les acteurs (qui peut participer), ainsi que les règles de la participation à la mise en valeur des espaces nouveaux. Quant au capital agro-industriel oligopoliste, il s'agit pour lui de se créer de nouveaux territoires économiques de reproduction élargie, d'étendre son hégémonie à l'ensemble de l'espace brésilien, ainsi que de s'adapter aux nouvelles conditions de la concurrence internationale.

### CONSOLIDATION DU FRONT PIONNIER MALGRÉ LE RETRAIT DE L'ÉTAT

Depuis le début des années quatre-vingts on assiste à un désengagement de l'Etat dans le développement des *Cerrados* : mise en sommeil de *Polocentro*<sup>3</sup>, réduction des aides financières, diminution des investissements en infrastructures, réduction des différentiels de taux de crédits entre les régions d'agriculture déjà consolidées du Sud et les nouveaux espaces du Centre-Ouest. Ce

<sup>1</sup> Programme de développement des *Cerrados*. Projet Nipo-Brésilien conçu sur la notion de pôle de croissance. Le modèle est basé sur des exploitations familiales intensives et mécanisées, de 300 à 500 ha, encadrées par des coopératives. Cf. Bertrand/Thry/Waniez/1989; Lavinias in INRA/1987.

<sup>2</sup> Suivant l'expression de J. G. da Silva, 1981.

<sup>3</sup> Programme de Développement intégré des *Cerrados*. Programme fédéral implanté dans le cadre du II<sup>e</sup> Plan national de développement à partir de 1975, il a été quasiment désactivé à partir de 1979.

désengagement traduit aussi, au-delà de la crise financière, un certain changement dans le statut et le rôle de l'Etat brésilien. D'un Etat autoritaire et interventionniste, cherchant sa légitimité dans une politique de grands travaux et dans la croissance économique, il passe lentement à un Etat régulateur des conditions macro-économiques, moins impliqué dans la production. Cependant, malgré la forte réduction du volume du crédit rural, son renchérissement (les taux sont devenus supérieurs à l'inflation), la quasi-suspension des programmes officiels, et en dépit d'un fléchissement des cours internationaux du soja, la mise en valeur des *Cerrados* continue, à un rythme soutenu. Alors que dans le cas de l'expérience amazonienne, le désengagement de l'Etat avait provoqué une chute de l'investissement privé, dans les *Cerrados*, au contraire, de nouvelles articulations entre les régions de frontières et le marché interne surgissent, incorporant ces espaces nouveaux aux processus d'accumulation du capital agro-industriel, et indiquant une certaine "autonomisation" de la dynamique par rapport à l'intervention de l'Etat. La frontière non seulement avance mais se consolide. Parallèlement, on assiste à une relocalisation des activités. Traditionnellement les Etats du Sud du Brésil concentraient la quasi-totalité des surfaces cultivées en soja, ainsi que l'ensemble des capacités de stockage, de trituration et de raffinage. Or depuis une dizaine d'années on assiste, dans ces Etats, à une stagnation des surfaces ensemencées en soja, ou même à une déprise. Dans le même temps, au contraire, sa progression dans les *Cerrados* est spectaculaire : de moins de 900 000 ha. à la fin des années soixante-dix (11 % du total des surfaces en soja), près de 4,9 millions d'ha sont récoltés en 1989, soit plus de 40 % des surfaces en soja. Parallèlement, et en dépit de l'existence, au niveau national, d'une surcapacité de trituration, les industries de transformation commencent à s'implanter dans les *Cerrados*.

#### DYNAMIQUE DES CERRADOS DE LA BAHIA

Comment expliquer cette progression du complexe soja dans les *Cerrados* ? Ce front pionnier, situé à mi-chemin entre Brasilia et Salvador, a commencé en 1980 avec l'arrivée des premiers migrants méridionaux, attirés par le très faible prix des terres et l'existence d'un différentiel de taux d'intérêts, rendant le crédit rural moins cher dans le Nordeste que dans le Sud du

Brésil. En 1981, les premières surfaces sont plantées en soja (320 ha). Huit ans plus tard près de 600 000 tonnes sont récoltées sur 400 000 ha. Plus de 4 000 familles de producteurs, regroupées au sein de puissantes coopératives, ont déjà migré, auxquelles il faut ajouter tout le personnel d'encadrement technique, commercial et financier, lui aussi originaire majoritairement du Sud du Brésil. Parallèlement à l'implantation dans les *Cerrados* baianais de deux pôles du *Prodecer II*<sup>1</sup>, deux unités de transformation du soja se montent à Barreiras, toutes deux issues de groupes agro-industriels régionaux. Il s'agit de "Industrias Coelho", de Petrolina (PE), et du groupe Chaves de Itabuna (BA), longtemps spécialisé dans le commerce de cacao. La première tranche a été mise en fonctionnement au printemps 89, avec une capacité initiale de 300 t/jour. A terme la capacité de trituration de soja installée à Barreiras atteindra près de 500 000 t/an<sup>2</sup>. Alors que dans le Sud du Brésil, le soja entre en concurrence avec d'autres cultures, et que les choix sont faits entre elles en fonction d'une rentabilité espérée, dans les *Cerrados* il représente la seule production rentable, d'autant plus que toute l'infrastructure d'appui et de commercialisation s'est montée autour de ce grain. Les agriculteurs des nouveaux fronts n'ont pratiquement pas d'autre choix, sinon planter du soja. Ce n'est que maintenant que commence à s'ébaucher, surtout au niveau de la recherche agronomique, un effort de diversification. Cependant, si le soja connaît un développement aussi spectaculaire, c'est qu'il est rentable, même dans ces espaces où les coûts de production sont plus élevés que dans le Sud. Or, depuis l'approfondissement de la crise financière de l'Etat, celui-ci n'intervient pratiquement plus dans ces nouveaux espaces (soutien de la recherche, construction d'infrastructures...). De même, la rente différentielle qui existait du fait des conditions de crédit s'est considérablement réduite. Si la faible

<sup>1</sup> Projet de colonisation "Ouro Verde", 16 500 ha divisés en 47 lots, sous la responsabilité de la Cotia. Projet "Brasil Central", 15 000 ha, 38 lots, mis en œuvre par la Coaceral.

<sup>2</sup> Une troisième industrie de transformation envisageait de s'installer dans la Bahia, la Ceval (SC), premier complexe brésilien de commercialisation et d'industrialisation du soja, mais la localisation, au moment de l'enquête de terrain, n'avait pas encore été choisie (Salvador ou Barreiras?).

valeur des terres a permis, au départ, une plus faible immobilisation des capitaux et des investissements productifs plus importants, ce phénomène joue de moins en moins actuellement. De manière générale, on assiste donc à une homogénéisation des conditions économiques avec l'ensemble du Brésil. Or bien que les avantages comparatifs initiaux ayant permis son développement soient en train de se réduire, le front du soja continue à se développer dans les *Cerrados*.

### APPARITION D'UNE DYNAMIQUE RÉGIONALE

Il semblerait que le point principal qui permette la rentabilité macro-économique de la culture du soja dans les *Cerrados*, et plus particulièrement dans la Bahia, soit un prix d'achat des grains par les industries supérieur au prix du marché dans le Sud. Ces agro-industries destinent la majeure partie de leur production au marché régional des huiles, alimentaires ou industrielles (savon), mais sont peu tournées vers l'exportation. Il faut prendre en compte le fait que l'huile de soja représente près de 90 % du marché brésilien des huiles comestibles, et enregistre un fort accroissement de sa consommation dans les régions du Nord et du Nordeste pour deux raisons : d'abord parce qu'il existe dans ces régions une demande "réprimée", et ensuite parce que le soja est en train de se substituer aux oléagineux traditionnels (huile de palme, de coton, de riz), d'où une forte demande, et des cotations élevées, afin de garantir l'approvisionnement<sup>1</sup>. Cette demande provient principalement des agro-industries traditionnelles des oléagineux du Nordeste. De fait, l'expansion du soja a ouvert de nouvelles possibilités de diversification et de reconversion pour le capital agro-industriel régional, qui commence à concurrencer les firmes de négoce international des grains sur les marchés locaux de consommation d'huile. Initialement le soja a permis une meilleure rentabilité du capital productif en réduisant la sous-utilisation des capacités régionales de trituration et de raffinage, mais à terme il représente une meilleure option que les oléagineux traditionnels, surtout qu'une partie des investissements industriels

sont financés par les incitations fiscales en vigueur dans ces régions. Même si les grandes firmes de négoce de grains, originaires du Sud, ont augmenté leurs achats dans la région des *Cerrados*, il s'agit encore d'acquisitions marginales par rapport à leurs capacités de trituration, la majorité de leurs approvisionnements continuent à venir du Sud. Si leur présence sur ce nouveau front des *Cerrados* baianais répond à certaines exigences oligopolistiques du marché, il n'en reste pas moins vrai que leurs stratégies d'expansion se tournent davantage vers des espaces déjà plus consolidés (Triangle minier, région de Brasília). De ce fait, la croissance enregistrée par les groupes régionaux paraît relativement assurée. Cependant, la concurrence entre le capital régional et le capital multinational risque à terme de devenir plus aiguë, surtout dans le cadre actuel de restructuration de la filière agro-industrielle du soja et de concentration des capacités de raffinage. Pour le moment, la stratégie des grandes firmes de commerce international des grains paraît plus être de s'assurer un pied dans la région, que de contrôler le marché régional du soja dans les *Cerrados* de la Bahia. Les industries régionales des oléagineux s'approvisionnent principalement auprès des coopératives, notamment par des contrats de lots particulièrement favorables pour ces dernières, qui commercialisent plus de 2/3 de la production baianaise de soja. Le moteur de l'expansion du front pionnier dans les *Cerrados* de la Bahia, comme de ceux du Centre-Ouest, semble plus être lié à la dynamique du marché interne des huiles comestibles et à la reconversion des capitaux agro-industriels, notamment régionaux, et beaucoup moins une demande mondiale en tourteau de soja, demande qui fut le moteur de l'expansion du complexe soja dans le Sud du Brésil jusqu'au début des années quatre-vingts<sup>2</sup>. Il faut noter que l'installation d'unités d'industrialisation du soja entraîne et viabilise d'autres maillons de la chaîne agro-alimentaire : élevage intensif, abattoirs, frigos, industries de conditionnement. L'exemple de Rio Verde (GO), ou de Uberlândia (MG) est à cet égard significatif. Le même phénomène est en train de se reproduire à Barreiras, où des élevages intensifs envisagent de s'implanter, afin d'utiliser le tourteau de soja. Si, dans ce cas, le tourteau apparaît dans un premier temps

<sup>1</sup> Cf. *Gazeta Mercantil* du 19 4 88 "Novas industrias esto provocando alta da soja", et *A Tarde* du 2 12 88 "Industria de beneficiamento de soja torna preos mais competitivos".

<sup>2</sup> Cf. la thèse de Leclercq /1986, G. Muller /1982, Bertrand /1981.

comme un dérivé du raffinage de l'huile, il permet à terme une meilleure utilisation des capacités de trituration de soja, et une meilleure rentabilité des investissements, les deux phénomènes se renforçant mutuellement. La dynamique du front pionnier a donc actuellement un effet d'entraînement sur l'économie régionale, créant ainsi un processus de développement relativement autonome vis-à-vis de l'Etat fédéral. Cependant les structures de commercialisation sont encore en pleine évolution, sans définition stable. La situation peut évoluer très rapidement. Il suffit par exemple que l'option d'exportation devienne rentable (notamment par des investissements de l'Etat en infra-structures de transport), pour que de sérieuses tensions apparaissent sur les marchés régionaux de soja.

#### VERS UNE RECOMPOSITION POLITIQUE ?

Il est intéressant d'observer l'alliance entre les producteurs de soja, migrants venus du Sud, et les groupes d'entrepreneurs régionaux, les uns cherchant à rendre viable le processus d'accumulation des autres, les producteurs offrant une nouvelle matière première plus rentable, et les entreprises régionales de trituration offrant des prix plus élevés. Mais on n'observe aucune relation de cette articulation sur le plan politique. Les agriculteurs du Sud cherchent alors à définir des alternatives en développant des stratégies spécifiques (création de nouvelles localités, avec la volonté de les transformer, à terme, en municipes autonomes) qui leur permettraient de concurrencer, au niveau local et régional, le pouvoir encore exercé par les groupes oligarchiques.

En conclusion, il semblerait donc que, malgré le déclin ces dernières années des programmes spéciaux d'intégration des *Cerrados* implantés par l'Etat (comme le *Polo Centro*), le mouvement d'expansion de la frontière agricole n'ait pas été compromis par le désengagement de l'Etat, comme on aurait pu le penser. Le recul de l'Etat dans les *Cerrados* n'a pas arrêté le développement du complexe agro-industriel dans cette région, ni l'établissement de nouvelles relations entre acteurs économiques locaux et extra-régionaux. Cette dynamique semble s'appuyer actuellement sur la croissance du marché

local, en associant à cette expansion les groupes régionaux dominants en voie de modernisation et de reconversion. Mais il reste à savoir si l'apparition de ces nouvelles articulations internes est capable de soutenir de manière prolongée une expansion des nouvelles frontières ? La croissance de l'agro-industrie dans les *Cerrados*, jointe à la surcapacité actuelle de trituration du soja va entraîner une restructuration des groupes agro-industriels, se traduisant par la condamnation des unités les moins rentables et les plus vétustes, notamment dans les régions Sud et Sud-Est. Quels seront alors les effets de cette expansion sur la restructuration du secteur des oléagineux dans le cadre d'une nouvelle division, tant spatiale que sectorielle, du travail ?

#### BIBLIOGRAPHIE

- AUBERTIN, C. ; LENA, P. (Coord.), 1986. "Frontières, mythes et pratiques." *Cahier des Sciences humaines de l'ORSTOM*, vol. XXII, n° 3/4.
- BERTRAND, J.P., 1981. "Le boom du soja au Brésil : apparition d'un complexe national dépendant". In *Document de recherche n° 1 Equipe Brésil*, CNRS - CREDAL, Paris, pp. 11-25.
- BERTRAND, J.P. ; THERY, H. ; WANIEZ, P., 5 et 6 juin 1990. "Les Japonais et la mise en valeur agricole des *Cerrados* au Brésil". Communication SFER, Paris.
- CREDAL, 1981. "Les phénomènes de frontière dans les pays tropicaux". *Travaux et Mémoires de l'IHEAL* n° 34, CNRS-CREDAL, Paris.
- Economie et Finances agricoles*, novembre 1989. Dossier spécial : "Brésil, les promesses de l'agro-alimentaire", EFA, n° 246.
- FERNANDES, A. ; SANTOS Filho, M. de ALMEIDA, P.H., 1988. "A modernização do campo nos *Cerrados* baianos". In *Espaços e Debate*, vol. XXV., pp. 63-77.
- FRITSCHKE, J.F., 1988. "Migraos e mercado da terra nos *Cerrados* da Bahia". *Annales du IX ENGA*, Universidade Federal do Santa Catarina, Florianópolis.
- GOODMAN, D. ; SORJ, B. ; WILKINSON, J., 1985. "Agroindústria, políticas públicas e estruturas sociais rurais". In *Revista de Economia Pública*, vol. v, n° 4, pp. 31-54.
- INRA (J.P. Bertrand Coord.), juin 1987. *Agro-industrialisation, approvisionnement et agro-exportation des grains ; la dynamique de la frontière agricole des *Cerrados* au Brésil*. Compte rendu de la réunion des 26/27, INRA, Paris.

LECLERCQ, V., 1986. *Conditions et limites de l'insertion du Brésil dans les échanges mondiaux du soja*. Thèse de doctorat, INRA, Montpellier.

LOUREIRO, M.R. (Coord.), 1981. *Cooperativas agrícolas e capitalismo no Brasil*. Ed. Cortez/Ed. Associados, São Paulo.

MULLER, G., 1982. "O Complexo agro-industrial e as transnacionais. O complexo agroindustrial da soja". *Document de recherche* n° 24, Fundação Getúlio Vargas, Rio de Janeiro.

RIVIERE d'ARC, H. (Coord.), 1987. *Portrait de la Bahia*. Editions de la MSH, Paris.

SILVA, J.G. da, 1981. *A modernização dolorosa, Estrutura agrária, Fronteira agrícola e Trabalhadores rurais no Brasil*. Zahar Ed., Rio de Janeiro.

WILKINSON, J., 1986. *O Estado, a agroindústria e a pequena produção*. Hucitec/Cepa-Ba, São Paulo/Salvador.